



Sandra Manutahi Lévy-Agami
Représentante Te Mana Toa

INTERVENTION relative à
la baisse de la rémunération des élus de l'APF
et des membres du Gouvernement

Les dossiers que nous avons à traiter, notamment celui relatif au niveau de rémunération des élus, ont le mérite de nous appeler tous à la réflexion.

Démagogie vient du grec demos peuple, et ago conduire. La démagogie est l'art de conduire le peuple. Il n'y avait pas à l'origine une connotation péjorative, comme c'est très souvent le cas de nos jours.

Souvent confondue avec le terme populisme, la démagogie se différencie de celui-ci dans la mesure où elle renvoie à l'idée de dire au peuple ce qu'il veut entendre, alors que le populisme renvoie à l'idée de faire ce que l'opinion publique souhaite en stigmatisant les élites.

En fait de démagogue mes chers collègues, vous devriez plutôt qualifier mon approche de populiste, et là vous seriez en phase avec la langue de Molière qui est la langue officielle de notre Polynésie française.

Ceci étant dit, restons dans le vif du sujet. L'objectif des propositions que je vous ferai visant à retirer de l'équation l'aspect financier des choses. Parce que la politique est une chose noble, montrons à notre population l'exemple en baissant notre train de vie.

Je suis présente aux commissions, aux séances, je fais partie de ceux qui travaillent et qui sont présents pour construire ce pays. Proposer de baisser la rémunération des élus et des dirigeants du Pays, c'est être solidaire avec notre population qui vit en situation précaire et formaliser l'accord de Monsieur Temaru Président de l'Assemblée de la Polynésie française qui me disait en plein hémicycle « Sandra, dépose ce texte et je vote POUR ».

Pour finir je répondrai à mon collègue Edouard FRITCH, qu'être traitée de Lady Gaga c'est un compliment, puisque cette chanteuse de talent et qui travaille beaucoup est élue en 2011 la chanteuse la plus en vue.

Et je conclurai, en disant que j'applaudis les 14 membres du conseil d'administration de la CPS qui ont rejeté l'emprunt de 5 milliards demandé par le gouvernement TEMARU répondant eux, en revanche, à l'appel des cotisants à la retraite de la CPS.